

Les faux semblants du plan Junker

Pierre Khalfa

L'Union européenne est en stagnation économique. La déflation touche déjà la Grèce, le Portugal et l'Espagne et frappe à la porte des autres pays. L'Allemagne qui a construit son modèle économique sur les exportations est maintenant touchée. L'investissement des entreprises recule, la consommation des ménages a tendance à stagner et les gouvernements continuent de couper dans les dépenses publiques. Seuls, les dividendes versés aux actionnaires se portent bien. Ils ont fortement progressé dans tous les pays et particulièrement en France d'ailleurs : au deuxième trimestre 2014, la rémunération distribuée aux actionnaires a connu une hausse de + 30,3 %, avec 40,7 milliards de dollars distribués, ce qui en fait le pays le plus important payeur de dividendes en Europe, devant l'Allemagne et le Royaume-Uni.

Cette situation économique catastrophique a amené la Banque centrale européenne (BCE) à prendre un certain nombre de mesures exceptionnelles dont on peut douter qu'elles produisent les effets escomptés¹. Devant la gravité de la situation, la nouvelle Commission européenne ne pouvait rester inactive. Son président, Jean-Claude Junker, pris par ailleurs dans le scandale dit du « LuxLeaks » sur l'existence d'accords fiscaux secrets entre le Luxembourg et 340 multinationales, a décidé de mettre sa pierre à l'édifice en proposant un plan de relance par l'investissement de 315 milliards d'euros sur trois ans. Il concernerait essentiellement les grands projets d'infrastructures dans les transports et l'énergie, la recherche et l'innovation ainsi que les PME.

Relance par l'investissement, diable, diable... serait-ce un changement de politique économique en Europe ? Que l'on se réjouisse pas trop vite, ce n'est pas le cas. Outre la relative faiblesse de la somme, moins de 1 % du PIB de l'Union par an, Jean-Claude Junker a pris toute de suite soin de déclarer : « Il n'y aura pas de nouvelles dettes » et ces investissements se feront à budget constant. Comment cela sera-t-il possible alors que le budget européen stagne depuis des années à 1 % du PIB ?

Il est prévu de créer un Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS) abondé à la hauteur de 5 milliards par la Banque européenne d'investissement (BEI) et 16 milliards par le budget européen. Ces 16 milliards seront pris sur le budget européen déjà adopté par les Etats-membres. Ce ne sont pas des sommes nouvelles et il n'y aura pas d'argent frais injecté dans le circuit économique. Il s'agira simplement d'un redéploiement de dépenses déjà prévues. On a donc 21 milliards d'argent public. On est loin des 315 milliards promis. D'où viendra le reste ?

Les 21 milliards dont sera doté le FEIS serviront à ce dernier à lever des capitaux sur les marchés par « effet de levier ». Le plan Junker prévoit que le FEIS pourrait ainsi lever 63 milliards d'euros auprès des investisseurs privés, les 21 milliards servant de garantie. Ces 63 milliards serviraient ensuite à financer des projets sélectionnés par un organisme ad hoc. Le complément de financement serait apporté par des investisseurs privés dont il est prévu qu'ils apportent les 252 milliards d'euros manquants.

¹ Voir Pierre Khalfa, *Super Mario au secours de l'économie européenne* (<https://www.ensemble-fdg.org/content/super-mario-au-secours-de-lconomie-europenne>).

Ce mécanisme en rappelle fortement un autre, celui mis au point pour financer les 120 milliards du Pacte de croissance décidé en juin 2012 pour faire passer la pilule de l'adoption du Traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) de la zone euro que François Hollande s'était vanté d'avoir arraché. Les investissements prévus sont restés dans les limbes et le Pacte de croissance n'a eu strictement aucun effet sur l'activité économique. Il risque fort d'en être de même dans le cas présent. Car pourquoi les entreprises investiraient-elles ? Si elles ne le font pas aujourd'hui, ce n'est pas par manque de liquidités, elles en regorgent. Les entreprises européennes baignent dans les liquidités. Elles s'élèveraient en 2012 à 2400 milliards d'euros. En France, les entreprises non financières du CAC 40 détiendraient environ 160 milliards d'euros de cash. Ce n'est donc pas l'argent qui manque aux entreprises pour investir. Pour qu'elles investissent, il faut que les projets qui seront sélectionnés soient sûrs et rentables. Or les grands projets d'infrastructure ont une rentabilité aléatoire, sur le long terme et en général faible ou nulle. Rien de très attractif pour les investisseurs. Quant aux PME, avec la situation économique actuelle...

C'est le problème essentiel. La Commission se rend bien compte que les politiques d'austérité mènent l'Europe à la catastrophe. Mais elle veut les maintenir et même les aggraver car il faut faire respecter le TSCG que les Etats-membres ont négocié entre eux. Elle veut donc contrebalancer les effets dépressifs des plans d'austérité par des investissements financés essentiellement par de l'argent privé. Mais pourquoi le secteur privé investirait-il alors que la demande solvable est attaquée frontalement par les restrictions budgétaires et la baisse de la masse salariale (montée du chômage, développement de la précarité, stagnation ou baisse des salaires) ? La Commission et les gouvernements donnent un grand coup frein et veulent accélérer (un peu) en même temps. Il est assez logique que la voiture aille dans le fossé.